

CHAPITRE 1 – L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

En quoi la crise des années 1930 ébranle-t-elle le capitalisme libéral ?

Avec le krach boursier de Wall Street, l'économie mondiale connaît une violente crise entraînant une longue dépression économique dont la plupart des pays ne sont pas pleinement remis à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En 1932, au plus profond de la dépression, la production mondiale est de 40 % inférieure à celle de 1929, les prix ont chuté de près de 50 %, le commerce international s'est effondré et le chômage touche jusqu'à un actif sur quatre.

Les mécanismes de diffusion de cette crise américaine au reste du monde sont bien connus. En revanche, l'analyse des causes de la crise et donc des solutions à adopter est moins aisée. Les démocraties hésitent entre la fidélité aux principes libéraux et la recherche de nouvelles perspectives fondées sur l'intervention de l'État. Le malaise politique est d'autant plus fort que les régimes totalitaires comme l'URSS ou l'Allemagne nazie semblent mieux s'en sortir.

L'échec de la concertation internationale à Londres en 1933 et le repli protectionniste des pays accentuent la crise. Le monde des années 1930 est marqué par la montée des nationalismes, parfois agressifs et expansionnistes.

Cours 1. D'une crise américaine à une crise mondiale (p. 32 – 33)

Dans les années 1920, le sentiment de prospérité retrouvée, fondé sur les débuts de la consommation de masse, disparaît brutalement avec la crise boursière d'octobre 1929. L'économie mondiale entre dans une profonde dépression sans que les signes avant-coureurs n'aient été véritablement perçus par les contemporains.

A - Les mécanismes de la crise

Une crise financière. Le 24 octobre 1929 est le « Jeudi noir » à la Bourse de New York : 13 millions d'actions sont mises sur le marché sans trouver d'acheteurs. La valeur des actions s'effondre, c'est le krach de Wall Street. Depuis 1926, la possibilité d'acheter des titres en empruntant jusqu'à 90 % des sommes nécessaires attirait les investisseurs vers des gains faciles. Mais la hausse des taux d'intérêt en août 1929 entraîne l'éclatement de la bulle spéculative. La crise boursière ne touche directement qu'1 million d'Américains. Mais elle s'étend aux banques, dont les plus fragiles font faillite, parce que les spéculateurs ruinés ne peuvent pas rembourser leurs crédits et que les épargnants paniqués retirent leurs capitaux.

Une crise économique et sociale. Alors que les crédits se tarissent, l'investissement s'effondre, la consommation diminue. De 1929 à 1932, la production industrielle des États-Unis recule de près de 50 %. Tous les secteurs de l'économie sont entraînés dans la crise. Les entreprises dont les stocks s'accumulent déposent leur bilan, ce qui engendre la hausse du chômage et ralentit d'autant la consommation des ménages. L'ampleur de la crise déboussole les économistes libéraux, qui attendent en vain une reprise de la croissance.

En dépit des déclarations optimistes du président H. Hoover : « Prosperity is around the corner » (mars 1930), l'Amérique s'enfonce dans la dépression.

B. Une crise qui devient mondiale

Une propagation planétaire. L'interdépendance des économies et la place des États-Unis dans ce système sont à l'origine de l'extension rapide des difficultés aux pays industrialisés. Face à la crise bancaire, les détenteurs de capitaux américains réduisent leurs investissements à l'étranger et rapatrient leurs placements. En mai 1931, la Kreditanstalt, principale banque autrichienne, ferme ses portes, puis dans son sillage quatre banques allemandes. La crise gagne alors le système bancaire britannique. Comme aux États-Unis, la crise alimente la crise et, du secteur financier, elle s'étend à tous les domaines de la vie économique.

Des spécificités nationales. Les pays d'Amérique latine sont rapidement touchés. La contraction du marché des États-Unis et la baisse des prix affectent violemment ces économies centrées sur l'exportation de produits agricoles. La France, moins dépendante du commerce international, est atteinte plus tardivement, mais durablement. Seule l'URSS semble échapper à cet engrenage : alors que Staline lance la collectivisation accélérée de l'économie, elle affiche des statistiques triomphantes et proclame la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

La contraction du commerce international. Le commerce international décline d'autant plus que les États choisissent très vite de protéger leur production nationale en renforçant le protectionnisme. Entre 1929 et 1933, la valeur du commerce mondial diminue de plus des deux tiers.

C. Des éléments d'explication

Une prospérité factice. Bien que les économistes s'opposent encore aujourd'hui sur les interprétations de la crise, certains éléments de déstabilisation de l'économie sont incontestables. Aux États-Unis, les dangers des crédits à la consommation et de la spéculation boursière avaient été perçus dès 1927 par les observateurs les plus perspicaces. En Europe, au contraire, la permanence de comportements d'épargne hérités de la culture paysanne, d'une part, et la faiblesse du pouvoir d'achat du monde ouvrier, d'autre part, maintiennent à un niveau faible la consommation des ménages. De ce fait, les stocks de produits industriels s'accumulent dans les économies développées et la surproduction agricole apparaît dès 1927 en Amérique latine.

Les difficultés financières européennes. Le Royaume-Uni et la France sont touchés par d'importants déséquilibres financiers lorsqu'ils rétablissent la convertibilité en or de leur monnaie (en 1925 pour la livre sterling et en 1928 pour le franc) dans le cadre du Gold Exchange Standard. La surévaluation monétaire dessert leurs exportations, ce qui entraîne l'aggravation des déséquilibres financiers au début des années 1930. De son côté, l'économie allemande ne connaît qu'un rétablissement précaire et dépendant des capitaux étrangers après l'hyperinflation qui l'a frappée en 1923. Quand les capitaux américains se retirent en 1929, l'Allemagne est obligée de pratiquer une déflation très sévère, qui aggrave les difficultés sociales.

DOSSIER p. 34 : Les causes de la crise économique

Au plus fort de la prospérité américaine, se manifestent cependant les premiers signes de la crise à venir que certains observateurs avaient déjà bien identifiés.

Doc 1 p. 34 : Des signes avant-coureurs

Lettre du 12 mars 1928

Ma lettre du 5 mars entretenait votre Excellence de la question du chômage aux États-Unis qui, en dépit des affirmations optimistes du président¹ et du Parti républicain contrarié par tout ce qui jette une ombre sur la prospérité nationale, semble bien prendre un certain développement. [...] Le nombre de chômeurs dans tout le pays serait actuellement de 4 millions, ce qui signifierait qu'un salarié sur dix serait sans emploi. Les grandes villes comme New York et Philadelphie sont spécialement affectées et la situation est devenue telle qu'elle dépasse les forces des associations charitables. [...]

Lettre du 30 mai 1928

Actuellement, les affaires en Amérique ne sont plus conduites sur une base purement économique. La vanité, l'esprit d'émulation, qui sévit partout avec excès et dénature le caractère des luttes sportives, a également envahi le monde des affaires. Chaque entreprise se propose chaque année d'augmenter le chiffre de ses ventes et tend ses forces souvent au-delà de toute prudence et de tout bon sens pour y parvenir. [...] De grandes entreprises comme General Motors essaient actuellement de réagir mais l'esprit insensé de compétition sévit de haut en bas de la machine économique américaine. [...] On finira par atteindre le point de saturation. [...]

Il est certain que si une crise se produisait en Amérique, les ventes de titres qui en seraient la conséquence avec le tempérament spéculatif qui existe ici seraient une catastrophe pour le monde entier. [...] La domination du marché financier par New York est probablement appelée dans l'avenir à déchaîner quelques ouragans.

Paul Claudel, ambassadeur de France à Washington (1927-1933),
courriers diplomatiques adressé à Aristide Briand, ministre des Affaires
étrangères.

1. Le président des États-Unis de 1923 à 1929, le républicain Calvin Coolidge, affichait une confiance absolue dans le libéralisme et l'initiative individuelle.

DOSSIER p. 35 : Une crise de la pensée économique

Au-delà des effets dévastateurs de la crise, celle-ci amène les contemporains à s'interroger sur le capitalisme libéral dominant à l'époque. Ainsi, et bien que les hommes politiques restent très imprégnés par les principes du libéralisme, les idées keynésiennes s'imposent progressivement.

Doc 1 p. 35 : La « philosophie » d'un président libéral

Cette campagne est plus qu'un affrontement entre deux hommes, elle est plus qu'un affrontement entre deux partis. Elle est un affrontement entre deux philosophies du gouvernement. L'opposition nous dit qu'il nous faut un changement, qu'il nous faut une nouvelle donne. Ce n'est pas contre le changement résultant du développement normal de la vie nationale que je m'élève, mais contre la proposition de modifier les fondements entiers de notre vie nationale [...] et des principes sur lesquels nous avons construit la Nation. [...]

Il y a une chose que je puis dire sans nul doute, c'est que l'esprit du libéralisme est de créer des hommes libres : ce n'est pas d'imposer une stricte discipline aux hommes. Ce n'est pas l'extension de la bureaucratie. [...] On ne peut pas étendre la maîtrise du gouvernement à la vie quotidienne d'un peuple sans rendre, quelque part, ce gouvernement maître de l'âme et des pensées des gens. [...] Chaque pas dans cette direction empoisonne les racines mêmes du libéralisme. Il empoisonne l'égalité politique, la liberté d'expression, la liberté de la presse et l'égalité des chances. C'est le chemin non pas vers la liberté, mais vers moins de liberté. Le vrai libéralisme se trouve non pas dans l'effort pour répandre la bureaucratie, mais dans l'effort pour lui imposer des limites. [...] Le libéralisme [...] émane de la profonde prise de conscience que l'on ne saurait sacrifier la liberté économique si l'on est censé préserver la liberté politique.

Herbert Hoover, discours électoral, 31 octobre 1931. Traduit par Christine Laferrière, dans Claude Fohlen, De la crise à la victoire, Presses universitaires de Nancy, 1988.

Doc 2 p. 35 : L'analyse keynésienne de la crise

L'économiste anglais J.M. Keynes, à l'origine d'un courant majeur de pensée économique, propose comme solution à la crise, l'évolution nécessaire du capitalisme libéral.

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. [...]

Il est d'une importance vitale d'attribuer à des organes centraux certains pouvoirs de direction aujourd'hui confiés pour la plupart à l'initiative privée. [...] L'élargissement des fonctions de l'État, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste¹ du XIX^e siècle ou à un financier américain aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle. [...]

Mais aussitôt que les organismes centraux auront réussi à rétablir un volume de production correspondant à une situation aussi voisine que possible du plein emploi, la théorie classique reprendra ses droits.

J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1^{re} éd. 1936, Payot, 1988.

1. Journaliste

Cours 2. Un désastre économique et social (p. 36 – 37)

Le développement massif du chômage et la surproduction agricole confrontent les sociétés développées à une misère inédite. Cela les amène à s'interroger sur le bien-fondé d'un système économique capable de passer si brutalement de l'opulence à une profonde détresse.

A. L'explosion d'un chômage de masse

Une situation inédite. L'effondrement de la production touche d'abord les secteurs issus de la révolution industrielle (acier, automobile, biens de consommation), entraînant la destruction massive d'emplois ouvriers. Dans les pays industriels, plus de 30 millions de personnes sont au chômage complet en 1932, contre 10 millions en 1920, dont 13 millions aux États-Unis. Il faut ajouter à cela un nombre mal connu car peu recensé, de travailleurs victimes du chômage partiel.

Un dénuement total. Excepté au Royaume-Uni, qui a créé l'allocation chômage en 1911 (National Insurance Act), ceux qui ont perdu leur emploi ne bénéficient pas de secours officiel et se trouvent plongés dans une misère absolue. Beaucoup perdent leur logement, sont réduits à la mendicité et survivent grâce au développement de soupes populaires (Bread Lines) et d'asiles de nuit. Des bidonvilles apparaissent aux abords des grandes villes américaines ; ils sont nommés par dérision « hooverilles ». Les mariages et la natalité régressent fortement tant les perspectives d'avenir sont sombres.

La montée de la contestation sociale. Les cortèges de déshérités se multiplient un peu partout, afin d'alerter les pouvoirs publics. En France, les chômeurs organisent de spectaculaires « marches de la faim », pour exiger « du travail et du pain ».

B. Le malaise des campagnes

Surproduction et sous-alimentation. Contrairement à l'industrie, l'offre de produits agricoles se maintient, voire augmente. La chute des prix de matières premières incite en effet les agriculteurs à produire davantage pour compenser la perte de revenu. Mais la surproduction accentue la chute des cours agricoles. Certains agriculteurs refusent alors de vendre leur production à un prix dérisoire et choisissent de détruire les stocks, alors même que des millions d'Américains souffrent de sous-nutrition. Au Brésil, l'absence de débouchés oblige à détruire le café ou à s'en servir comme combustible dans les locomotives.

La misère paysanne. Endettés pour moderniser leur exploitation, certains farmers américains sont contraints de céder leur terre à bas prix et de migrer vers la Californie, qu'ils perçoivent comme un « paradis » où ils pourront retrouver la prospérité. Le cas des Okies, les habitants de l'Oklahoma qui prennent la Route 66, a été immortalisé par le roman de John Steinbeck *Les Raisins de la colère* (1939) et les célèbres photographies de Dorothea Lange, chargée par la Farm Security Administration de témoigner de la difficile situation des paysans. En France, les paysans sont durement touchés par la chute des prix agricoles (de 50 % à 60 %).

C. Des inégalités porteuses de tensions sociales

Le renforcement des inégalités. Si les victimes de la crise sont nombreuses, certains individus restent épargnés, voire avantagés par la situation. Les détenteurs d'obligations, les propriétaires fonciers ou immobiliers et plus largement tous ceux qui conservent leur emploi, bénéficient d'une augmentation de leur pouvoir d'achat au fur et à mesure de la baisse des prix. Le sentiment d'injustice se répand, pouvant déboucher sur des mouvements de violence sporadique, comme le massacre de Deaborn. Dans cette banlieue de Détroit, en 1932, quatre des manifestants venus présenter les revendications des chômeurs au maire meurent sous les balles de la police municipale qui craint une émeute. Mais la crise favorise aussi la prise de conscience d'une nécessaire solidarité : l'entraide, les dons aux associations caritatives contrastent avec l'individualisme dominant des années 1920.

Des tensions sociales aux conséquences politiques. Le désastre social remet en cause le fondement même de la démocratie occidentale, le libéralisme. Celui-ci apparaît comme une idéologie dépassée, inefficace pour affronter la crise et incapable de répondre aux attentes des citoyens. L'essor de mouvements extrémistes dans tous les pays, certes à des degrés variables, est ainsi le corolaire de la crise. Le parti nazi en Allemagne, les formations de type fasciste en Europe centrale, le populisme en Amérique latine et aux États-Unis, l'antiparlementarisme en France séduisent des populations diverses marquées par le mécontentement social.

DOSSIER p. 38 – 39 : Une manifestation inédite de la crise : le chômage de masse

La dépression des années 1930 voit apparaître un phénomène nouveau dans les pays industrialisés : le chômage de masse. Ses ravages sociaux engendrent la colère et le désespoir, exploités par les partis extrémistes. Ils stimulent aussi la pensée économique, en quête de solutions nouvelles pour retrouver la croissance.

Pourquoi le chômage devient-il un problème majeur dans les années 1930 ?

Doc 2 p. 38 : La misère sociale en Angleterre

L'écrivain et journaliste J.-B. Priestley accomplit un tour de l'Angleterre en 1933 et rend visite à des chômeurs de Blackburn (dans le Lancashire).

Bien que d'aspect extérieur misérable, les maisons sont, en général, bien tenues à l'intérieur, parce que la femme du Lancashire est propre et travailleuse [...].

Première maison, un couple d'âge mûr. Ces deux-là ont de la chance. Le mari a été sans travail pendant quatre ou cinq ans. Toutes les économies ont fondu. Ils vivaient avec 10 shillings par semaine. Mon ami Richard lui trouva un travail temporaire comme gardien de nuit, 6 heures du soir, 6 heures du matin, 6 jours par semaine, payé 36 shillings par semaine ; travail dur, troublé par des rats énormes et féroces. Mais travail considéré comme un don du ciel. [...].

Maison suivante, une petite femme mince et soucieuse, au sourire déprimé. Au chômage quatre ans. Cherche dur pour trouver des boulots. Va essayer de trouver un travail temporaire pour Noël, à la poste... Deux petites filles, jolies comme des cœurs [...] beaucoup trop petites pour leur âge [...].

Dernière maison, un couple d'âge moyen, sans enfants, tous deux personnes de caractère, le genre à aimer travailler et à bien le faire, tous deux ouvriers dans le coton, au chômage depuis trois ans. Ont acheté leur maison lorsqu'ils avaient du travail. Toutes les économies parties. Doivent payer les intérêts et traites. Leur allocation chômage : environ 25 shillings... Nous les surprenons à leur dîner, le grand repas de la journée : patates frites, pain, margarine et thé.

J.B. Priestley, *English Journey*, 1934 (traduit par Anne-Marie Sohn).

Doc 4 p. 39 : Épargner ou consommer ?

Il y a beaucoup de gens qui, voulant du bien à leur pays, s'imaginent qu'épargner plus qu'à l'ordinaire est la meilleure chose que leur prochain et eux-mêmes puissent faire pour améliorer la situation générale. [...] Mais dans la situation actuelle, c'est malheureusement faux en tous points. [...] La meilleure estimation que je puisse hasarder est que toutes les fois que vous économisez cinq shillings, vous privez un homme de travail pendant une journée. En épargnant ces cinq shillings, vous contribuez au chômage à raison d'un homme/jour, et ainsi de suite dans cette proportion. Par contre, toutes les fois que vous achetez des marchandises, vous contribuez à multiplier les emplois offerts aux travailleurs, avec cette réserve que les marchandises achetées doivent être britanniques et fabriquées ici si vous tenez à l'amélioration de la situation de l'emploi dans ce pays. [...] En effet, si vous achetez des marchandises, il faut bien que quelqu'un les produise. Et si vous n'en achetez pas, les détaillants ne pourront venir à bout de leurs stocks, ils ne renouveleront pas leurs commandes, et quelqu'un perdra son travail.

J.M. Keynes, allocution radiodiffusée, 1931, dans *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, 1990.

Doc 5 p. 39 : La crise de la jeunesse

Daniel Guérin (1904-1988), militant d'extrême gauche, a effectué deux voyages en Allemagne en 1932 et 1933, qui ont nourri sa réflexion.

En Allemagne, la crise économique qui commence à la fin de 1929 plonge la jeunesse intellectuelle et estudiantine dans la détresse. Les familles ruinées ne peuvent plus payer les frais d'études et les jeunes étudiants n'ont même plus la ressource de travailler de leurs mains. [...]

Le chômage frappe la jeunesse prolétarienne. Déraciné et déclassé, rejeté du processus de production, transformé en parasite, le jeune chômeur se trouve placé dans une condition économique et morale assez semblable à celle du jeune étudiant sans débouché. La solidarité de l'âge rapproche les uns des autres tous ces jeunes gens réduits à la misère et au désespoir. Ils se révoltent contre l'injustice de leur sort, ils exigent un régime dans lequel la jeunesse ne soit plus sacrifiée.

Le phénomène est surtout frappant en Allemagne, où, en 1932, 26 % des sans-travail ont moins de 24 ans. Des quantités de jeunes prolétaires doivent abandonner le foyer paternel, errent dans les rues, sur les grandes routes, sans espoir de retrouver du travail ou même sans avoir jamais travaillé. [...] Et c'est le fascisme qui, jouant habilement de la mystique de la « jeunesse », conquiert non seulement la jeunesse intellectuelle, mais également – et ce qui est plus grave – de nombreux jeunes chômeurs déclassés.

Daniel Guérin, Sur le fascisme II. Fascisme et grand capital, 1936,

François Maspero, 1969.

POINT DE PASSAGE p. 40 – 41 : Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine

En quoi la crise de 1929 a eu des conséquences majeures en Amérique latine ?

Doc 4 p. 41 : L'analyse d'un historien

Les régimes populistes d'Amérique latine se sont installés dans les années 1930, dans une période de mutation économiques et sociales : crise des oligarchies exportatrices, crise du capitalisme mondial, exode rural et croissance urbaine. Dans ce contexte, les dirigeants populistes au pouvoir ont engagé une profonde restructuration de l'État, de l'économie, mais aussi des relations de travail. Ils se sont attachés à promouvoir les idées de « capitalisme national » et de développement industriel, pour « rendre le pays au peuple » et lutter contre l'impérialisme. Mais cette politique aboutit surtout à un fort dirigisme, à des interventions de l'État dans l'économie et dans l'industrie notamment. S'imposent alors des politiques de substitution aux importations, fondées sur l'idée qu'une baisse des importations permettrait de diminuer la dépendance extérieure tout en stimulant la production nationale et le développement.

L'État populiste se montre donc antilibéral en économie puisqu'il monopolise la prise de décision et oriente la production industrielle. Dans les faits, le nationalisme de Getúlio Vargas ne se traduira que par la mise en œuvre de grands projets de façade destinés à donner au Brésil l'image d'une grande puissance, tels que la nationalisation des pétroles brésiliens en 1938, ou la construction des aciéries de Volta Redonda à partir de 1940. C'est aussi au nom du nationalisme et du développement que Vargas engage une réforme des relations de travail¹. [...] En « offrant » des droits aux travailleurs, Vargas est parvenu à construire le mythe de l'État représentant du peuple et à escamoter de cette façon son aspect autoritaire.

Camille Goirand, « De Vargas à Collor, visages du populisme brésilien »,
dans Jean-Pierre Rioux (dir.), Les populismes, Perrin, 2007.

1. Salaire minimum, congés payés, protection de la maternité.

Cours 3. Les politiques anti-crise (p. 42 – 43)

L'ampleur de la crise économique et l'échec des politiques libérales traditionnelles amènent les gouvernements à chercher de nouvelles solutions. Celles-ci amorcent une redéfinition de la démocratie occidentale, qui se poursuit après 1945 et qui donne à l'État un plus grand rôle économique et social.

A. Des politiques divergentes pour combattre la crise

Le libéralisme en question. Dans la continuité de la pensée libérale, la plupart des gouvernements pensent sortir de la crise par une politique de déflation. Inopérante, elle suscite le rejet des populations qui votent aux élections pour des candidats aux propositions explicitement opposées. Elle est abandonnée dès 1931 au Japon et en Angleterre, en 1933 aux États-Unis et en Allemagne. Seule la France mène jusqu'en 1936 cette politique déflationniste, d'où une reprise de la croissance plus tardive.

La relance par l'État. Préconisée par l'économiste britannique J. M. Keynes, cette politique vise à soutenir la demande et à réduire le chômage par une intervention de l'État. L'accroissement des dépenses de l'État et la dévaluation monétaire constituent des impulsions jugées indispensables pour sortir de la dépression. Le New Deal, lancé en 1933 par F.D. Roosevelt aux États-Unis, est proche des idées keynésiennes, notamment par la politique de grands travaux impulsée par l'État fédéral. Ainsi la Tennessee Valley Authority est chargée de réaliser des travaux gigantesques d'utilité publique dans cette région sinistrée.

En 1936, en France, le Front populaire adopte aussi une politique d'augmentation du pouvoir d'achat. En Allemagne, Hitler veut relancer l'économie par le réarmement et un contrôle de plus en plus étroit de l'État sur les grandes entreprises.

POINT DE PASSAGE 1933 : F.D. Roosevelt et le New Deal p. 44

B. Les transformations du capitalisme

Une nouvelle politique économique. L'intervention régulatrice de l'État dans l'économie s'est donc imposée dans le contexte de la crise. L'État se dote de moyens d'action accrus, en favorisant la concentration des entreprises et parfois en procédant à la nationalisation de certains secteurs clés. C'est le cas des chemins de fer, en France, avec la création en 1937 de la SNCF (Société nationale des chemins de fer français). Les subventions à l'agriculture se généralisent.

La naissance de l'État-providence. La crise conduit aussi les gouvernements à renforcer la législation sociale pour secourir les chômeurs et les plus démunis. Aux États-Unis, une série de lois initiée par l'administration Roosevelt posent les fondements de l'État-providence. Ainsi, par la loi sur le redressement de l'agriculture (Agricultural Adjustment Act, 1933), l'État indemnise les agriculteurs endettés qui s'engagent à réduire leur production. Le National Industrial Recovery Act (NIRA), voté en 1933, fixe un salaire minimum et établit un « code de bonne conduite » des entreprises. La National Recovery Administration (NRA) est chargée de faire appliquer cette loi et délivre un label (« We do our part ») aux entreprises volontaires. Enfin, le Social Security Act (1935) institue une allocation chômage gérée par les États et financée par un impôt fédéral. En France, en 1936, le gouvernement de Léon Blum fait voter deux lois qui réduisent la semaine de travail de 48 à 40 heures et qui accordent 15 jours de congés payés par an. Les accords Matignon proposent une augmentation des salaires et mettent en place les conventions collectives dans les entreprises. Le Royaume-Uni inaugure en 1934 la première politique d'aménagement du territoire en faveur des « régions déprimées ».

POINT DE PASSAGE Juin 1936, les accords Matignon p. 46

C. L'absence de coopération internationale

L'échec de la conférence de Londres. En juillet 1933, 66 pays se réunissent à Londres pour tenter de trouver une solution concertée à la crise. Cette conférence bute sur la force des égoïsmes nationaux, chaque État préférant la politique la plus favorable à ses propres intérêts. Roosevelt refuse ainsi toute coopération dans le domaine monétaire. Désormais rien de ne peut enrayer la montée du protectionnisme douanier destiné à se protéger de la concurrence extérieure. Même le Royaume-Uni abandonne le libre-échange, dont il était pourtant le champion depuis 1846, en se repliant sur son empire colonial. Le commerce international décline d'autant plus.

De l'autarcie à la guerre ? En Amérique latine, la crise met en échec les modèles de développement fondés sur les exportations. Ainsi les dirigeants populistes, arrivés au pouvoir dans un contexte de désarroi et de misère suscitée par la dépression, encouragent l'industrialisation pour réduire les importations en fabriquant sur place les produits nécessaires. L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie recherchent l'autarcie en tentant de remplacer les importations par une production nationale ou par des accords de troc avec les pays d'Europe centrale. Les limites de cette politique conduisent ces dictatures à revendiquer un territoire plus vaste et à préparer une économie de guerre.

Le Japon entre dans la même logique expansionniste en cherchant à sortir de la crise économique par la conquête d'un empire en Asie.

POINT DE PASSAGE p. 44 – 45 : 1933 : F.D. Roosevelt et le New Deal

En quoi le New Deal est-il un tournant important dans la conception du rôle de l'État dans les démocraties libérales ?

Doc 2 p. 44 : Les objectifs sociaux du New Deal

Frances Perkins, ministre du Travail, a été la première femme aux États-Unis à être à la tête d'un ministère.

On parle beaucoup de ce que cette renaissance apporte au salarié, comment son pouvoir d'achat s'améliore. [...] Le ministère du Travail est le grand département du gouvernement dont toutes les activités concourent au bien-être humain. Sous la pression de l'opinion et des sentiments du peuple américain, nous sommes arrivés à un point de vue tel qu'il nous amène à exiger que la vie industrielle tienne aussi bien compte des rapports humains qu'elle le fait des formules économiques compliquées.

[...] Nous sommes tout particulièrement préoccupés des conditions de vie des hommes et des femmes au travail. En faire des membres à part entière du monde civilisé, humaniser les lois qui les concernent, c'est le but essentiel que doit poursuivre le ministère du Travail.

Le ministère du Travail que cette nation a établi pour promouvoir le bien-être humain a la mission consciente et délibérée de se consacrer aux besoins humains, de comprendre s'il le peut et d'écouter d'une oreille attentive ce dont le peuple a besoin et ce qu'il espère. [...]

Frances Perkins, *People at Work*, New York, 1934.

Doc 3 p. 46 : Le lancement du New Deal

Les prix sont tombés à des niveaux inimaginables ; les impôts ont augmenté ; [...] les feuilles mortes des entreprises industrielles jonchent partout le sol ; les fermiers ne trouvent plus de marchés pour leurs produits, et pour des milliers de familles l'épargne de plusieurs années s'est évaporée. Plus important, une foule de citoyens sans emploi doit résoudre le terrible problème de sa survie, et à peu près autant triment pour un salaire misérable. [...] L'étendue de cette remise en état dépend de l'intensité avec laquelle nous ferons valoir des valeurs sociales plus précieuses que le seul profit matériel. [...] Mais une remise en état n'appelle pas uniquement des changements éthiques. Cette nation a besoin d'action, d'action tout de suite.

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail. [...] Elle peut s'accomplir en partie par un recrutement direct du gouvernement, en agissant comme en cas de guerre, mais en même temps en réalisant par cette embauche, les grands travaux dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles. [...]

Il est possible d'atteindre ce but en menant des efforts délibérés afin d'augmenter la valeur des produits agricoles et par là augmenter le pouvoir d'achat qui absorbera le produit de nos villes. [...] Il est possible d'y arriver en unifiant les mesures d'aide qui actuellement sont souvent dispersées, peu rentables et inéquitables. Il est possible d'y arriver en planifiant et en gérant à l'échelle nationale toutes les formes de transports, de communications et de services à caractère éminemment public. [...]

Franklin D. Roosevelt, discours d'investiture, 4 mars 1933.

POINT DE PASSAGE p. 46 – 47 : Juin 1936, les accords Matignon

Quelles réponses les accords Matignon apportent-ils aux aspirations du monde ouvrier au printemps 1936 ?

Doc 2 p. 46 : Léon Blum s'adresse aux Français

Le gouvernement du Front populaire est constitué. [...] Parmi les projets qu'il demandera aux deux Chambres de voter figurent : la semaine de quarante heures ; les contrats collectifs ; les congés payés.

[...] C'est-à-dire les principales réformes réclamées par le monde ouvrier. Il est donc résolu à agir avec décision et rapidité, pour les travailleurs de la terre comme pour les travailleurs des usines. Il fera tout son devoir. Il ne manquera à aucun des engagements qu'il a pris. Mais sa force réside avant tout dans la confiance qu'a mise en lui le peuple de France, et il en réclame aujourd'hui le témoignage aux millions d'électeurs qui l'ont porté au pouvoir. L'action du gouvernement pour être efficace doit s'exercer dans la sécurité publique. Elle serait paralysée par toute atteinte à l'ordre, par toute interruption dans les services vitaux de la nation. Toute panique, toute confusion serviraient les desseins obscurs des adversaires du Front populaire, dont certains guettent déjà leur revanche.

Le gouvernement demande donc aux travailleurs de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline. Il demande au patronat d'examiner ces revendications dans un large esprit d'équité. Il déplorerait qu'une tactique patronale d'intransigeance parût coïncider avec son arrivée au pouvoir. [...] Un grand avenir s'ouvre devant la démocratie française. Je l'adjure, comme chef de gouvernement, de s'y engager avec cette force tranquille qui est la garantie des victoires nouvelles.

Léon Blum, allocution radiodiffusée, 5 juin 1936, dans Georges Lefranc,
Histoire du Front populaire, Payot, 1965.

Doc 3 p. 47 : Les accords Matignon

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail. [...]

Art. 3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...]. Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement. [...]

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés. [...]

Art. 5. [...] Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, [...] il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles [...] visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. [...]

Art. 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

Art. 7. La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu

[...] Extraits des accords Matignon, signés par la CGT et le patronat en présence de Léon Blum, 7 juin 1936.

SYNTHÈSE p. 48 : L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

En quoi la crise des années 1930 ébranle-t-elle le capitalisme libéral ?

1 - La mondialisation d'une crise

Le krach qui frappe la Bourse de New York en octobre 1929 fait périlcliter toute l'économie du pays. De nombreux petits actionnaires qui avaient investi à crédit ne peuvent faire face à leurs dettes. Paniqués, les épargnants retirent leur argent des banques, entraînant la faillite des plus fragiles d'entre elles. La consommation s'effondre, contraignant les entreprises à licencier ou à cesser leur activité.

Pour limiter leurs pertes, les investisseurs américains rapatrient dans la précipitation leurs fonds placés à l'étranger, propageant la crise au reste du monde. Tous les pays adoptent des mesures protectionnistes pour tenter d'y faire face, provoquant un effondrement du commerce international qui s'avère dommageable à tous. À l'écart du modèle capitaliste, l'URSS échappe à la crise et pense ainsi faire la preuve de la supériorité de son modèle économique.

2. Les conséquences sociales de la crise

Partout dans le monde capitaliste, la crise provoque la ruine des épargnants dont les banques ont fait faillite, ainsi que celle des petits investisseurs boursiers dont le capital a fondu avec les cours de Bourse. Elle réduit au chômage des millions d'ouvriers.

Si le Royaume-Uni dispose d'une assurance chômage depuis 1911, aucun dispositif d'aide aux victimes de la crise n'existe ailleurs dans le monde. Des familles entières sombrent dans la misère. Cela favorise le développement de la charité, mais aussi l'essor de mouvements politiques radicaux (nazis en Allemagne) et populistes (notamment en Amérique latine).

3. Lutter contre la crise

Aux États-Unis, la politique déflationniste préconisée par le président Hoover pour répondre à la crise s'avère inopérante. L'arrivée au pouvoir de Roosevelt en 1933 provoque un changement de stratégie. Avec le New Deal, une politique de relance financée par l'État est mise en œuvre. Elle pose les bases d'un État-providence. En France, les ouvriers obtiennent d'importantes avancées sociales grâce aux accords Matignon (1936).

L'Italie fasciste, l'Allemagne nazie et le Japon font également le choix d'une forte intervention étatique dans l'économie. Mais leur objectif est d'atteindre une situation autarcique, c'est-à-dire d'être en mesure de produire par eux-mêmes tout ce dont ils ont besoin. Ce qui explique leur tendance à vouloir accroître leur territoire qui aboutit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.